

Conférence de presse du 9 octobre 2024

Situation des finances fédérales et position de l'agriculture

Exposé de Martin Rufer, directeur de l'USP (le discours prononcé fait foi)

La raison pour laquelle nous sommes réunis aujourd'hui sur la place Fédérale est que la Confédération ficelle des programmes d'économies par lesquels les exploitations agricoles sont affectées. Ces programmes sont nécessaires, car le budget de la Confédération a été déstabilisé par la forte croissance des dépenses. Depuis 2000, les dépenses fédérales ont augmenté de près de 40 milliards de francs, soit de plus de 80 %. Néanmoins, celles pour l'agriculture et l'alimentation sont restées stables depuis 2000, s'élevant à environ 3,6 milliards de francs par an. Si les autres groupes de tâches avaient géré leurs moyens avec le même soin, nous disposerions d'un excédent colossal de 40 milliards de francs au niveau fédéral et les programmes d'économies ne seraient pas nécessaire. Il est donc injuste que le Conseil fédéral veuille économiser sur l'agriculture. Mais qu'en est-il concrètement ?

1. **Budget 2025** : les sous-commissions compétentes commenceront à l'examiner dans les prochains jours. Le Conseil fédéral veut épargner environ 1,5 % sur l'agriculture, à savoir près de 50 millions de francs. Nous rejetons catégoriquement cette réduction.
2. **Enveloppes financières 2026-2029** : la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national débutera ses délibérations fin octobre. Le Conseil fédéral veut réduire ces enveloppes financières de 230 millions de francs par rapport à la période en cours, ce qui est inadmissible. Pour relever le défi et réaliser les investissements nécessaires, l'agriculture a besoin d'une augmentation de l'ordre de 0,9 %. Il s'agit d'une augmentation modérée et bien inférieure aux autres taux de croissance du budget fédéral.
3. **Assainissement des finances fédérales** : selon le rapport du groupe d'experts présidé par Serge Gaillard, l'agriculture doit contribuer à l'assainissement du budget fédéral par des mesures d'un montant annuel d'environ 210 millions de francs. Cette contribution est disproportionnée par rapport à d'autres secteurs et n'est pas acceptable. Depuis 20 ans, l'agriculture participe chaque année à la santé du budget fédéral grâce à la stabilité de ses dépenses.